



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE GOUVERNEMENT COGNE, LES SYNDICATS SABOTENT LA RIPOSTE OUVRIÈRE

La classe ouvrière en France est aujourd'hui confrontée à une gigantesque offensive de toute la bourgeoisie. Les attaques massives contre les conditions de vie de prolétaires décidées par le gouvernement Juppé (retraites, régime de Sécurité Sociale, augmentation du forfait hospitalier, augmentation des impôts, gel des salaires des fonctionnaires, etc.), la brutalité avec laquelle elles sont annoncées, montrent que la classe dominante a aujourd'hui les coudées beaucoup plus franches pour faire payer les frais de la crise économique aux exploités.

Si le gouvernement Juppé peut se permettre d'asséner des attaques anti-ouvrières d'une telle violence et avec un tel cynisme, c'est bien parce qu'il s'est donné toutes les garanties pour que cette politique d'austérité draconienne ne provoque pas, dans l'immédiat, de réactions de colère incontrôlées.

Sur qui comptent Juppé et sa clique d'hommes d'Etat responsables

de la gestion de l'économie nationale pour faire passer la pilule ? Comme d'habitude sur les chiens de garde de l'ordre capitaliste : les syndicats et leurs appendices gauchistes !

En effet, avec le retour de la droite au gouvernement, la bourgeoisie peut maintenant se partager allègrement le travail pour défendre les intérêts du capital national : pendant que la droite cogne, la gauche et ses syndicats font, dans l'opposition, un gigantesque barouf pour saboter la montée de la combativité ouvrière et miner le terrain de sa lutte.

La journée de «protestation» des fonctionnaires du 10 octobre contre le blocage des salaires a ainsi constitué le premier épisode de l'offensive de grande ampleur de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. En prenant une telle mesure provocatrice, il s'agissait pour l'ensemble de la classe dominante de lancer un ballon d'essai destiné à tester les réactions ouvrières face à l'enca-

drement syndical. Cette journée d'action n'était en effet rien d'autre qu'une manœuvre préventive visant à remettre en selle les syndicats. Ces derniers sont parvenus à occuper tout le terrain, en embarquant un maximum d'ouvriers de la fonction publique dans une action stérile et sans lendemain (voir article page 2). Ils sont parvenus à leur faire croire que la seule lutte possible, c'est la lutte derrière les syndicats.

Ce n'est pas avec ce type de journée d'action bidon, purement symbolique et totalement inoffensive que la classe ouvrière pourra faire reculer le gouvernement. Au contraire ! Et c'est bien ce dont témoignent les mesures annoncées immédiatement après cette «grève historique» des fonctionnaires : attaques contre la protection sociale (notamment avec l'augmentation du forfait hospitalier), augmentation des impôts (par exemple sous le prétexte de la lutte contre les «privilèges» fiscaux des couples non

mariés !). En suivant les syndicats, non seulement les ouvriers de la fonction publique ont perdu une journée de salaire pour rien, mais grâce au «succès» (syndical) de la journée du 10 octobre le gouvernement va pouvoir continuer à déchaîner ses attaques contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour défendre leurs conditions de vie face aux attaques incessantes de la bourgeoisie, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que de tirer les leçons de l'impasse de la grève des fonctionnaires : faire confiance aux syndicats, se ranger derrière leurs mots d'ordre et leurs banderoles, c'est aller à la défaite et permettre au gouvernement de cogner toujours plus fort.

Les ouvriers doivent se souvenir de toutes les expériences de luttes passées et récentes au cours desquelles les syndicats, unis ou désunis suivant les circonstances, les ont embarqués dans des voies de garage. Qu'ont-ils gagné à s'en remettre aux syndicats ? Rien, si ce

n'est un profond dégoût de la lutte, un sentiment d'impuissance et de démoralisation.

Pour lutter efficacement, la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces. Elle doit retrouver confiance en elle-même et développer ses propres moyens d'action, notamment au sein des assemblées générales massives ouvertes à tous les ouvriers. C'est là que doivent être prises les décisions dans la discussion collective la plus large possible. C'est dans ces assemblées que les prolétaires en lutte pourront démasquer leurs faux amis, déjouer les manœuvres des syndicats et de leurs complices gauchistes dont les discours «radicaux» ne visent qu'à les duper pour les ramener dans le giron des syndicats, les diviser et leur enlever toute initiative.

Il est impossible de faire reculer la bourgeoisie en luttant secteur par secteur, derrière des revendications spécifiques, derrière des journées d'action saucissonnées : un jour le secteur public, un autre le secteur privé. Les prétendues manifestations et autres actions «unitaires» préconisées par les syndicats ne sont qu'un leurre. En réalité, la seule unité que défendent les syndicats, c'est celle de toute la bourgeoisie, contre la classe ouvrière.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée sur tous les fronts par toutes les forces de l'Etat capitaliste, gouvernement et syndicats en tête. Face à cette vaste offensive de la bourgeoisie, il n'y a qu'une seule réponse possible : se préparer dès maintenant à développer une riposte massive et unie de toute la classe ouvrière.

EX-YOUGOSLAVIE, MOYEN-ORIENT

Le mensonge de la paix

«Cessez-le-feu» et «plan de paix» en Bosnie, «processus d'autonomie» des territoires palestiniens au Moyen-Orient : la bourgeoisie des pays développés nous fait de larges sourires rassurants. Elle prétend «construire» la «paix» dans le monde, à coups de bombes, d'assassinats en masse, de destructions de toutes sortes. Plus elle accumule d'armements, plus elle bombarde, plus elle tue, plus elle fait la guerre, plus elle et ses médias nous parlent de «paix» et d'«humanitaire».

Les bombardements de l'OTAN, la poussée croate en Slavonie et dans la Krajina, les avancées bosniaques, avec leurs cortèges de massacres, de viols, etc., c'était pour «faire cesser» les combats et «rapprocher» les belligérants. Mensonges cyniques, ignobles. Le «compromis de Taba», signé à Washington le 28 septembre, n'a eu jusqu'à

présent pour effet que de faire empirer les tensions entre les «communautés» juives et palestiniennes, et de provoquer des affrontements meurtriers entre elles. Quant au «cessez-le-feu» en Bosnie, il a entraîné l'accélération immédiate des combats sur tout le territoire, et jeté sur les routes de nouvelles vagues de réfugiés.

Mais cela n'est que la partie visible de l'iceberg, parce que, bien plus gravement, bien plus profondément, ce sont les grandes puissances qui sont aux prises, défendant leurs intérêts derrière ces «négociations» et autres «conférences pour la paix». Les populations de la planète qu'ils prétendent «sauver» sont les otages de leurs turpitudes guerrières, et l'OTAN et l'ONU, ces forces soi-disant «pacificatrices», ne sont que les outils et le terrain privilégié de leurs affrontements.

Aujourd'hui, les Etats-Unis tiennent la barre, et parcourent l'arène de la diplomatie internationale en toisant leurs rivaux européens. Ce

sont eux en effet les maîtres d'œuvre de cette nouvelle situation, imposant la pax americana au Moyen-Orient et dans l'ex-Yougoslavie, alors que dans ce dernier pays s'expriment avec le plus d'acuité leurs rivalités avec l'Europe, et se joue la remise en cause de leur leadership. Il s'agit pour eux de prouver qu'ils sont et restent les plus forts, et d'imposer leur leadership sur les récalcitrants.

(SUITE PAGE 5)

RI

Grève syndicale dans le secteur public
UNE MANOEUVRE DIRIGÉE
CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE
Lire page 2

Sommaire

FRANCE

- "Lutte Ouvrière", rabatteur de la gauche et des syndicats p.2
- Le PCF se radicalise pour continuer à mystifier les prolétaires p.3
- Chasse aux terroristes, un alibi à la terreur d'Etat p.3

CONFLITS IMPERIALISTES

- Rencontre Chirac-Zéroual : un soutien aux massacreurs p.3
- Denard : un pantin au service de l'impérialisme français p.5

CRISE ECONOMIQUE

- La tourmente monétaire, expression de la faillite du capitalisme p.4
- UEM : L'Allemagne défend ses intérêts p.4

ATTAKES D'UN GROUPE PARASITE CONTRE LE CCI :

- Le "CBG" fait le travail de la bourgeoisie (2ème partie) p.6

- MORT DU TROTSKISTE ERNEST MANDEL p.8

GREVE SYNDICALE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Une manoeuvre dirigée contre toute la classe ouvrière

De «l'Humanité» aux «Echos», en passant par «Libération» et la télévision, la journée de protestation syndicale du 10 octobre dans la fonction publique et les services publics, lancée à l'appel de tous les syndicats, a été unanimement présentée et saluée comme un «grand succès» par tous les médias.

De quel «succès» s'agit-il ? En vérité, cette journée d'action n'a été qu'une vaste opération dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Une offensive de toute la bourgeoisie

La journée de protestation syndicale du 10 octobre s'inscrit dans une offensive générale antiouvrière de la bourgeoisie. Elle n'a servi à rien d'autre qu'à poursuivre et consolider l'occupation de tout le terrain social par les syndicats pour permettre au nouveau gouvernement de faire passer les attaques de fond que la bourgeoisie avait dû différer ces dernières années pour ne pas «griller» la gauche de façon irréversible et définitive aux yeux des prolétaires. Certes, l'ampleur de la mobilisation est aussi l'expression d'une légitime colère face au gel des salaires et à la dégradation croissante des conditions de travail. Depuis plusieurs semaines, un même ras-le-bol s'était déjà manifesté ponctuellement chez les enseignants, les postiers, le personnel hospitalier, les employés d'EDF-GDF, des Télécoms, de la Banque de France. Mais cette journée d'action si bien «organisée» avait-elle réellement pour but de faire reculer le gouvernement ? Non ! Pour ce dernier, pas question de revenir sur le gel des salaires, il l'a suffisamment claironné, après comme avant le 10 octobre.

Alors le seul objectif de cette pseudo-journée de «lutte» était d'organiser un grand coup de publicité en faveur des syndicats et de les placer ainsi en première ligne afin de canaliser et dévoyer la colère ouvrière face à ces attaques, de miner et pourrir d'avance le terrain des luttes.

C'est bien parce que la fonction publique constitue effectivement un des secteurs les plus brutalement attaqués aujourd'hui : salaires, régime des retraites, suppression de postes, remise en cause de la garantie de l'emploi, que la bourgeoisie a entrepris une vaste campagne idéologique présentant les fonctionnaires comme des «nantis» ou des «privilegiés» pour diviser les ouvriers entre eux.

Mais la polarisation de l'attention sur ce secteur sert en même temps à masquer que c'est sur tous les prolétaires que le nouveau gouvernement a entrepris de porter des attaques tous azimuts. Hausse générale des tarifs publics et de la TVA durant l'été, budget draconien qui ampute systématiquement les dépenses sociales, augmentation des impôts et suppression des déductions fiscales, contrôles renforcés sur les plus démunis (radiations de l'ANPE, traque des

RMIstes), amputations des retraites. Derrière l'augmentation du forfait hospitalier, institué en 1983 par le ministre «communiste» Ralite, qui passera au 1er janvier 1996 de 55 à 70 francs par jour, triplant ainsi en 10 ans, c'est simultanément la suppression du ticket modérateur pour tous ceux, notamment les chômeurs et les plus démunis, qui sont privés de mutuelle complémentaire. Qu'ils crèvent s'ils ne peuvent payer 500 ou 600 francs par jour ! Quant à la réforme de la Sécurité sociale, déjà préparée par une série de «forums régionaux sur la protection sociale» et des débats hyper-médiatisés autour du «trou» de la Sécurité sociale et qui sera rendu publique à la mi-novembre, elle s'annonce comme une attaque frontale d'une extrême violence : limitation drastique des ordonnances médicales, élargissement de l'assiette des prélèvements sociaux sur tous les revenus, y compris les retraités et les chômeurs, pour n'évoquer que les principales mesures en cours d'élaboration. Pour la plupart des prolétaires, cela signifie qu'ils n'auront plus les moyens de se soigner décentement.

C'est bien pour saboter les réactions prévisibles à ces attaques en cours que toute la bourgeoisie a fait monter au créneau ses syndicats.

Les syndicats pourrissent le terrain de la lutte

Pour la bourgeoisie, il fallait que cette journée soit un succès afin d'encourager les ouvriers hésitants ou réticents à se mobiliser massivement derrière les syndicats. Tout a été préparé et fait pour cela. L'unité syndicale a servi de grand thème de mobilisation pour créer l'illusion que l'unité des syndicats, c'est l'unité des ouvriers. C'est au nom de cette unité que dans chaque centre ou chaque entreprise du secteur public, des assemblées générales appelées par des intersyndicales ont poussé les salariés à se mettre en grève. Partout, des tracts ont été diffusés pour mettre en avant cette «manifestation unitaire nationale» et le mot d'ordre «Tous ensemble pour gagner». Parallèlement, la journée de grève des fonctionnaires a été élargie à l'ensemble du secteur public. Cela a permis aux syndicats une occupation massive du terrain social. L'idée que cherche à mettre en avant et à marteler la bourgeoisie, c'est que l'on ne peut pas se passer des syndicats pour lutter, à l'inverse des expériences de luttes accumulées dans toutes les années soixante-dix et quatre-vingt que la bourgeoisie cherche ainsi à effacer des mémoires ouvrières. Déjà annoncée à l'avance par les médias comme «un mardi très noir», la journée de «protestation syndicale» a été organisée de façon à paralyser les transports aboutissant ainsi à dissuader des milliers de travailleurs de se rendre à leur travail. La plupart des grévistes dans l'impossibilité pratique de se rendre à la manifestation, surtout dans la région parisienne, ont été contraints pour la rejoindre de se faire embarquer dans les cars syndicaux.

Le résultat de toutes ces manoeuvres, c'est que la journée de protestation apparaît avoir été «suivie» et que quelques centaines de milliers d'employés sont descendus dans la rue (dont 50 000 dans la manifestation parisienne). Non seulement tous les médias ont mis en avant le succès de la journée de «protestation syndicale», mais aussi, jusqu'au «Figaro», ils ont insisté sur son degré d'organisation et le service d'ordre impeccablement discipliné des manifestations. Cela a démontré que la bourgeoisie veut prolonger le déboussolement existant dans la classe ouvrière, lié à l'absence de perspective claire.

Ce n'est que le début de la stratégie de désorientation bourgeoise

Avec cette journée de protestation syndicale, qui ressemble aux journées d'action d'antan, la bourgeoisie ne visait pas à clore une période de colère ouvrière, comme il est de coutume avec ce genre de journée sans lendemain. Au contraire, la classe dominante a ainsi ouvert le champ à l'expression de ses forces politiques et syndicales en opposition, comme l'a si bien proclamée l'extrême-gauche : «Une victoire des fonctionnaires serait une victoire générale (...) Derrière la grève du 10 octobre se créent les conditions d'un mouvement d'ensemble.» (cf «Rouge» n°1654, or-

gane de la LCR) C'est bien d'une sorte d'intronisation des syndicats et des partis de gauche qu'il s'est agi d'initialiser pour toute la période à venir, avec leurs valeurs/mystifications de gauche : «défense du secteur public», «défense des acquis sociaux», «défense de la Sécu», «défense des statuts» corporatifs, opposition aux «critères de Maastricht», etc.

Mais sous prétexte de défense de l'intérêt général, une fois de plus, la mise en avant de l'action des seuls employés du secteur public, pour soi-disant «créer les conditions d'un mouvement d'ensemble», aboutit et aboutira encore à diviser les ouvriers, du secteur privé et chômeurs d'un côté, et ceux qui ont le «privilege» de la garantie de l'emploi. Il suffisait de voir les réactions d'hostilité sur le parcours des manifestations de certains laissés-pour-compte dénonçant les «planqués» pour mesurer en quoi cette grande messe du service public était un nouveau sabotage organisé grandeur nature. En laissant carte blanche aux syndicats pour occuper la rue, pour développer des manifestations et sans faire dénoncer directement la grève de la fonction publique par ses médias, le gouvernement a montré sa volonté de contribuer au ravalement de la fonction d'encadrement des syndicats, condition pour faire passer ses attaques. Comme nous le soulignons dans l'éditorial de ce numéro, les

ouvriers doivent se rappeler de l'expérience des luttes passées et récentes et se préparer à développer leurs luttes. Ce n'est pas avec l'agitation désordonnée et des journées de protestation syndicales sans lendemain qu'ils pourront faire cesser les coups redoublés sur le niveau de vie de la classe ouvrière et la généralisation de la précarité. Les syndicats, de la traditionnelle CGT aux syndicats radicaux (comme SUD dans les Postes et aux Télécoms ou le CRC dans le secteur de la Santé) vont à nouveau de plus en plus occuper le terrain social. Cela ne doit pas étonner les ouvriers qui n'oublient pas le sabotage renouvelé de ces organismes de l'Etat. C'est parce que la bourgeoisie a besoin de plus en plus de cogner économiquement qu'elle a recours à ses forces aptes à dévier et saboter toute riposte ou toute réaction unitaire de classe.

Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas lutter sous prétexte que les syndicats ont été placés aux avant-postes et bouchent la perspective. La perspective de développement des luttes n'est pas une voie royale, mais dans les conditions de paupérisation imposées par l'Etat capitaliste, le choix n'est ni à la passivité ni au renoncement. Il ne faut pas laisser aux syndicats le monopole de la lutte. Par sa propre dynamique, la classe ouvrière peut retrouver confiance en elle-même, imposer ses propres moyens d'action et diriger elle-même son combat.

CB

"Lutte Ouvrière", rabatteur de la gauche et des syndicats

Lutte Ouvrière n'est pas en reste dans l'actuelle montée au créneau de toutes les forces de gauche de la bourgeoisie. Comme à son habitude, ce groupe trotskiste vient apporter une caution pseudo-révolutionnaire aux grandes manoeuvres déployées par la classe dominante visant à verrouiller tout développement réel de la combativité ouvrière. Pour ce faire, la mouche du coche LO fait tout son possible pour pousser les PC, PS et surtout les syndicats à s'offrir une image encore plus radicale et pour renforcer les illusions des ouvriers sur ces derniers.

C'est ainsi que LO a pris une part active à la vaste opération de dévoilement du 10 octobre. Avant, pour appeler les prolétaires à s'engouffrer tête baissée dans le piège tendu par les syndicats : «Il faut que la journée du 10/10 soit un succès, que les travailleurs répondent le plus nombreux possible aux appels à la grève (...), que les manifestations regroupent le plus de monde possible.» (Editorial de LO du 6/10). Après, pour enfoncer encore le clou en faisant passer la démonstration de toute puissance syndicale pour l'expression de la force des ouvriers : «Cette journée montre que les travailleurs sont forts lorsqu'ils luttent ensemble» (LO du 13 octobre). Pendant la journée elle-même, les militants de LO, venus en nombre, ne pouvaient pas faire une meilleure publicité aux syndicats qu'en défilant sous la casquette de «l'intersyndicale» de Chausson, responsable

depuis des années des parodies de luttes dans lesquelles ont été enfermés les ouvriers de cette usine. Tout a été fait pour étouffer dans l'oeuf le moindre doute qui aurait pu poindre dans les rangs ouvriers sur le rôle réel de cette journée d'action. Et finalement, le message que fait passer LO, c'est celui qu'a voulu toute la bourgeoisie : «Pour être forts, rangeons nous derrière les syndicats», «pour lutter ensemble, comptons encore et toujours sur les syndicats.»

En parallèle LO veille au grain pour que, outre les syndicats, la gauche en général, et en particulier le PCF, ne traîne pas trop en arrière. Elle s'inquiète ainsi, dans son numéro du 6/10, du «manque de combativité» de ce dernier, lui reproche sa fameuse «opposition constructive à Chirac» et, s'adressant plus particulièrement aux «militants ouvriers en son sein», lui suggère d'adopter un ton qui soit plus «lutte de classe». Cette «opposition constructive» de LO au PCF sert encore une fois à entretenir l'illusion mystificatrice que la gauche serait, «malgré tout» et «par nature», une arme de la classe ouvrière et non pas un des fers de lance de l'ordre bourgeois.

Tout cela n'empêche pas LO de travailler en même temps au développement de sa propre chapelle. Depuis les succès «historiques» d'Arlette Laguiller aux dernières présidentielles, ce groupe a un nouveau cheval de bataille

: «la construction d'un parti qui défende réellement les travailleurs». Pour cela, il a lancé une grande campagne de racolage à l'adresse des électeurs d'Arlette, pour les appeler à rejoindre en masse ce nouveau parti. L'appel figure en bonne place dans chaque numéro de son hebdomadaire, et on a même vu la dernière «fête» régionale de LO à Lyon se consacrer presque exclusivement à ce seul but. Les participants à la fête étaient invités avec insistance à laisser leurs noms et adresses pour cette nouvelle «bonne cause». On n'est vraiment pas loin des classiques tracts stalinien avec bulletins d'adhésion prédécoupés.

Le programme de LO et de son futur «parti» n'a pas une once de différence avec celui du PC : c'est le programme stalinien du capitalisme d'Etat, des nationalisations et du «faire payer les riches», un programme qui dénature toute perspective révolutionnaire, au profit d'une politique de gestion étatique du capital national.

C'est pourquoi, sur le fond, en s'engouffrant dans ce nouveau créneau du «parti de masses», LO compte moins constituer réellement à court terme un sérieux concurrent au PCF que pousser ce dernier à «prendre ses responsabilités», c'est-à-dire à se refaire lui-même une image de marque plus radicale, plus ouvrière, plus mystificatrice, afin de mieux jouer son rôle anti-prolétarien.

PE

Chasse aux terroristes : un alibi à la terreur de l'Etat

Mitraillette au poing, les soldats sont dans la rue. CRS, gendarmes, policiers en tenue ou en civil, aucun lieu n'est censé échapper à leur vigilance. Des écoles aux grands magasins en passant par tous les endroits publics, ouvriers français rassurez-vous, ils veillent à notre sécurité. A quand le couvre-feu? Pour bientôt peut-être car la France est en état de guerre.

Le ministre de l'Intérieur, J.L. Debré, déclarait d'ailleurs récemment sur Antenne 2, suite au nouvel attentat, le huitième, perpétré mardi 17 octobre à Paris sur la ligne C du RER : « *Nous sommes déterminés à mener la guerre contre le terrorisme. Nous ne céderons pas.* »

Bien sûr, à les en croire tous, le renforcement du dispositif Vigipirate a pour objectif d'empêcher les « islamo-fascistes » de nuire. Force est pourtant de constater qu'il n'interdit pas aux fractions bourgeoises du GIA de faire payer à la France son soutien inconditionnel à l'équipe tout aussi assassine qui est au pouvoir en Algérie.

Mais ça, la bourgeoisie française le sait. C'est le prix à payer pour la défense de ses intérêts impérialistes, elle n'en démolirait pas. La raison d'Etat se moque des dizaines de personnes déshabillées par les bombes intégristes et elle continuera.

Et c'est dans le même registre que l'Etat poursuivra ses patrouilles armées et policières, qu'il accentuera les deux millions de contrôles d'identité déjà effectués depuis le premier

attentat du 25 juillet, qu'il renverra des milliers de gens en situation irrégulière, bref qu'il nous terrorisera.

Au terrorisme des bombes s'ajoute la terreur d'Etat

Car c'est bien de cela dont il s'agit, nous habituer à vivre avec la peur au ventre lorsqu'on part au travail, lorsqu'on fait ses courses ou quand on va conduire ses gosses à l'école. Dans ce contexte de trouille généralisée orchestrée par l'Etat, les médias aux ordres jouent remarquablement leur rôle.

Souvenons-nous de la chasse à l'homme, celle de l'« arabe » Khaled Kelkal, la « bête immonde », dont nous avons pu en direct assister à l'abatage après des semaines de traque. Un pareil matraquage, une telle mise en scène servent des desseins particulièrement crapuleux contre la conscience de la classe ouvrière.

La première chose visée par l'Etat, c'est inoculer un formidable sentiment d'impuissance face à cette vague d'attentats. On ne pourrait rien faire sinon s'en remettre à la police, à l'armée, leur faire confiance et les aider, quitte à pratiquer la délation en dénonçant tous les individus considérés comme « louches ».

Et bien entendu, les éléments révolutionnaires, qui n'ont rien à voir avec les terroristes mais dénoncent ce piège tendu par l'Etat, peuvent tout à fait rentrer dans cette catégorie. Que ces derniers se le tiennent pour dit, face à toute remise en cause de son ordre, la classe dirigeante les abattra sans sommation.

L'autre objectif visé par cette campagne, c'est diviser la classe ouvrière entre salariés français et immigrés. Car derrière toute cette hystérie médiatique en filigrane, il y a l'idée suivant laquelle tout étranger vivant en banlieue est un terroriste islamiste en puissance. Cette impression est telle que nombre d'ouvriers « basanés » n'osent même plus trop sortir de chez eux de peur d'affronter les regards soupçonneux ou les fouilles systématiques de leurs bagages. Dans le métro, ou à son travail, il faut que tout travailleur français apprenne à se méfier des étrangers. Là aussi, on le conduit à faire corps avec l'Etat en soutenant sa politique musclée de reconduite aux frontières et de multiplication des vérifications d'identité.

La gauche aux avant-postes pour la défense de l'union nationale

Dans cette entreprise de destruction de la conscience ouvrière, la gauche et les syndicats ne sont pas en reste. En polarisant le débat sur la question de la lutte antiraciste, ils continuent d'ancrer l'idée selon laquelle le problème actuel est affaire de bons ou de mauvais rapports entretenus entre Français et immigrés, et de ramener par conséquent le tout à une histoire d'intégration et de code de la nationalité. En tout cas, ils ne s'opposent pas à la politique menée actuellement. Et pour cause : elle est pour eux nécessaire, tout au plus faut-il la conduire avec un peu plus d'« humanité ». En dernière analyse, ce sont eux PS, PCF et syndicats, mieux encore que le ministère de

l'intérieur car ayant plus d'écho parmi les ouvriers, qui sont les plus à même de rabattre les prolétaires derrière la défense de l'Etat démocratique.

Ces champions de « l'union sacrée » contre la classe ouvrière, ont fait part à l'Assemblée Nationale, via leurs groupes parlementaires, du soutien qu'ils accordaient au gouvernement Juppé dans sa lutte résolue contre les menées terroristes.

Mieux encore, la CGT relayée par le PCF, tous deux défenseurs enragés de la cause nationale, organisera prochainement à Paris une manifestation en soutien à la démocratie en danger.

Les ouvriers ne doivent à aucun prix tomber dans ce piège. Sur ce terrain là, en adhérant aux valeurs bourgeoises, le prolétariat ne peut que perdre son identité de classe. C'est l'adhésion à ces thèmes mystificateurs qui, dans un contexte comme les années trente où la classe ouvrière était battue, ont conduit les ouvriers à la guerre. Nous n'en sommes pas là, mais la classe ouvrière doit bien comprendre que le terrorisme comme l'anti-terrorisme restent des armes de la bourgeoisie.

Arkadi (21 octobre)

RENCONTRE CHIRAC-ZEROUAL

L'Etat français réaffirme son soutien aux massacreurs

Le président Chirac pratique l'art consommé de l'effet d'annonce. On se souvient de son peu de discrétion quant à l'annonce de la reprise des essais nucléaires et de la tempête de protestation mondiale qui s'ensuivit.

L'annonce officielle faite aux journalistes en Tunisie le 6 octobre, en aparté, micro off, de l'organisation d'une rencontre entre lui-même et le président algérien Zeroual, est naturellement devenue notoriété publique comme une traînée de poudre. Manipulant à sa façon ses médias, Chirac assura ensuite en termes diplomatiques que la nature des relations entre les deux Etats « dépend de la mise en route du processus démocratique ».

Ce qui n'était pas le moins éhonté des mensonges lorsque personne n'oublie que ce soutien concret sert à armer le bras meurtrier des tortionnaires officiels et à couvrir les représailles militaires aussi atroces que les massacres de civils par les islamistes.

L'annonce si peu discrètement répandue - alors que Chirac et le sinistre Zeroual (adoubé par l'armée en août 1994) n'ont pas dû se gêner pour se téléphoner - suscite évidemment l'indignation des uns et des autres de par le monde. Les chancelleries étrangères de s'inquiéter : politique à haut risque, ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat en pleine campagne électorale ! En Algérie, l'opposition islamiste et démocrate de dénoncer violemment ce soutien peu déguisé à la créature des militaires en place.

La gauche hexagonale se joint au concert, avec quelques fausses notes. D'un côté, un PS, tout en nuances, qui, d'une part, regrette qu'on « mette la main dans la violence algérienne » (Jospin) ; mais que faisait Mitterrand et son complice Pasqua ?

Et, provenant de ce même PS, un autre son de cloche, à la manière du parlementaire Fabius qui s'incline avec mansuétude et est applaudi même sur les bancs de la droite : « *Au-delà de toute divergence (il faut) faire prévaloir la solidarité nationale dans la lutte contre des violences inadmissibles.* » D'un autre côté, le parti stalinien qui n'est « pas choqué par le fait que deux chefs d'Etat se rencontrent (car) on ne peut accepter que la politique de la France se fasse sous la pression des terroristes » (Robert Hue)

Comme on le constate sans peine, le tollé provoqué par la sibylline annonce de Monsieur Chirac, a atteint un de ses objectifs : poser les termes du débat au niveau de l'intérêt national, et ainsi faire un clin d'oeil aux ouvriers et à la population pour arrimer le plus grand monde au char de l'Etat.

Mais comment en rester collé à la réalité nationale quand les répercussions sont d'ordre international. L'annonce de l'organisation de cette rencontre, hors-caméra, au siège des Nations Unies, au moment du cinquante-naire du « Machin » aux Etats-Unis, fait figure de provocation.

La tenue de la rencontre ne contribuera pas peu à la perte de crédibilité accélérée de l'ONU. Jamais, avant 1989, un chef d'Etat du camp occidental, ne se serait ainsi permis de faire un pied de nez au leadership américain. Avec le règne du chacun pour soi, rien n'est plus payant que de lancer des provocations sur le terrain de l'adversaire.

Comme nous n'avons pas cessé de le souligner dans ces colonnes, les Etats-Unis ne sont pas étrangers au chaos sanglant en Algérie pour affaiblir l'influence française.

Ce n'est pas un hasard si les principaux chefs du FIS sont hébergés sur le territoire américain. Pendant la campagne électorale, les massacres se poursuivent.

Toutes les solutions médiatrices ou conciliatrices ayant échoué, l'Etat français reprend la fuite en avant, la « ligne dure » incarnée précédemment par Pasqua dont on se souvient des diatribes très...anti-américaines.

En tout état de cause, quel que soit le déroulement de la mise en scène électorale, qui risque même d'être une nouvelle fois interrompue dans un bain de sang, ce soutien de la bourgeoisie française à son « homologue » algérienne reste une gageure, ses experts savent très bien la faible capacité du pouvoir algérien à résoudre la crise.

La logique de la confrontation en sous-main des grandes puissances par clans terroristes interposés, contribuera encore un peu plus à engluier la situation, à aggraver la prise en otage des populations des deux côtés de la Méditerranée.

Damien

Le PCF se radicalise pour continuer à mystifier les prolétaires

La bourgeoisie a trop besoin du PCF, au sein des forces de gauche dans l'opposition à la politique de la droite au pouvoir, et à la gauche de celles-ci, pour qu'elle laisse ce parti s'installer dans sa « *politique d'opposition constructive* » prônée en particulier par son secrétaire général après l'arrivée de la droite au pouvoir.

En effet, dès les lendemains de l'élection présidentielle, Hue s'était précipité pour saluer « l'esprit d'ouverture » de Chirac et Juppé, tel un syndicaliste accourant sur le perron pour être reconnu comme...premier interlocuteur : « *... sa décision (à Juppé) d'augmenter le SMIC de 4% en juillet. C'est loin du compte, certes. Mais c'est deux fois plus que le "coup de pouce" légalement prévu. Ce serait faire preuve d'aveuglement que de ne pas y voir l'effet de ces luttes, de ces votes.* » Il est fort probable qu'en agissant ainsi le PCF espérait pouvoir damer le pion au PS affaibli en lui ravissant la place de première force d'opposition de gauche, leader d'une alternative responsable et crédible de gauche à la politique de la droite. C'était sans compter sur le rétablissement que le PS est en train d'effectuer à la faveur de sa cure dans l'opposition. C'était surtout oublier que sa

fonction n'est celle là, mais celle de se porter au premier plan de l'encadrement et de la mystification de la classe ouvrière.

Au sein du parti, c'est à travers l'action énergique d'une fraction de l'appareil, dont le vieux cheval Marchais, que la raison des besoins du capital national a parlé. Désormais on ne parlera plus d'opposition constructive. Mieux, on n'en a jamais parlé.

En effet, le porte-parole de la direction du PCF, François Gau certifie que la formule d'opposition constructive « *n'a jamais été employée* » et certifie qu'il ne faudrait plus l'employer (sic !). Bien sûr, il y en a qui ruent dans les brancards au sein du parti stalinien face à un nécessaire virage à gauche qui leur déplaît. Mais le virage est pris, et Hue est prié de s'y conformer. L'incident est clos. Là encore c'est à Marchais qu'il revient de donner les explications lumineuses sur ce qui s'est réellement passé dans le PCF : « *Nous n'avons pas changé de ligne. Cela nous est déjà arrivé qu'une formule soit mal interprétée. Les choses bougent chaque jour (sic) et à un moment donné, on se dit : il vaut mieux présenter la chose autrement et mieux. Ce n'est pas autre*

chose que cela (...) le groupe approuve totalement et met en oeuvre avec un esprit constructif la politique du Parti. » (L'« Humanité » du 4 octobre). La bourgeoisie a encore besoin du dinosaure stalinien pour faire face aux dangereux questionnements autour du chômage et des attaques généralisées à tous les secteurs, et elle lui donnera le maximum pour être efficace à son service. Les staliens restent les mêmes ennemis du prolétariat qui voudraient retrouver son écoute, mais pour continuer à lui briser les jambes.

Dans les luttes sociales, ils serviront avec autant de zèle l'intérêt du capital national, contre les ouvriers, qu'ils l'ont fait dernièrement, en faisant preuve de bienveillance face à la mise en place de la force d'intervention rapide en ex-Yougoslavie, ou en étant pleinement partie prenante de la campagne anti-terroriste.

Ce changement de cap du PCF signifie pour la classe ouvrière qu'elle va devoir redoubler de vigilance vis à vis de cette fraction de la bourgeoisie qui, de plus en plus, va développer un discours radical et se prétendre une force prolétarienne dans les luttes.

BD

CHUTE DU DOLLAR

La tourmente monétaire, expression de la faillite du capitalisme

Moins d'un an après la chute du Peso, la nouvelle dégringolade du dollar vient marquer un pas supplémentaire très grave et une accélération brutale de la crise économique. C'est en effet sur fond de ralentissement général que nous arrivons maintenant au coeur des turbulences monétaires. La tempête n'est pas prête de se calmer. Une fois de plus, un événement encore plus catastrophique que les précédents s'ajoute pour venir contredire toute idée de " reprise ". Il est clair que le " krach rampant " -terme utilisé par la bourgeoisie pour caractériser la situation sur le plan financier et monétaire- aggravé par cette nouvelle secousse, aura de très lourdes conséquences. Le prolétariat, déjà assailli par des attaques massives et frontales, devra payer une note très salée.

Actuellement, l'onde de choc du Peso n'a toujours pas été digérée par les grands organismes de crédit. C'est donc dans un environnement international fragilisé que s'est déclenché le mécanisme qui a fait rechuter brutalement le billet vert. Et les facteurs qui président au lancement de ce mécanisme, sont tous plus graves les uns que les autres. C'est d'abord l'annonce d'un déficit extérieur américain " calamiteux " et le capotage du énième plan de relance de l'économie nipponne, qui ont mis le feu aux poudres. A cela, il faut évidemment ajouter le manque de confiance et la frilosité chronique des investisseurs, mais aussi l'attitude musclée de l'Allemagne à propos de l'Union Européenne Monétaire (voir article ci-contre), qui n'a fait que parachever le tout.

Une très grave secousse sur fond de chaos monétaire

Désormais, c'est la monnaie de référence sur le marché international, celle de la première puissance économique mondiale, qui est frappée de plein fouet. Cet événement traduit en lui-même une accélération fantastique de la crise économique. Contrairement aux dires de la bourgeoisie, ceci confirme donc que les quelques chiffres « positifs » de l'économie américaine (par exemple la hausse des commandes en biens durables) ne font que traduire une utilisation toujours plus abusive des marges de crédit, ainsi qu'une embellie artificielle liée à la baisse " anormale " du dollar. Ceci ne peut donc que masquer provisoirement l'état de délabrement et le caractère explosif de la situation sur le plan mondial.

Les conséquences sur les grandes places boursières et sur le marché monétaire ne se sont d'ailleurs pas faites attendre. De façon simultanée, au quatre coins de la planète, les principaux indices boursiers ont subi un recul. Immédiatement, les monnaies dites " périphériques ", comme la Lire, ont lourdement rechuté. Le Franc lui-même s'est déprécié au détriment de valeurs " refuges " comme le Mark, le Yen ou le Franc Suisse. Sous la houlette de la Bundesbank, l'Allemagne cherche par ailleurs à maintenir sa

pression sur le franc, afin de contraindre la France à réduire ses déficits publics ; mais surtout, dans le but de l'arrimer à un « noyau dur » monétaire dominé par le Mark.

Ce désordre monétaire, bien entendu, n'est pas le produit de forces obscures. Il n'est qu'une des manifestations les plus visibles des contradictions profondes qui déchirent le système capitaliste en faillite. Du fait de la rareté des marchés solvables, de la surproduction de marchandises, les Etats ont été contraints de recourir à des augmentations massives de la dette publique afin de relancer artificiellement le

marché. Les années 90 sont celles de l'explosion des déficits ! L'Italie et la Belgique battent, à ce sujet, tous les records en Europe : la dette publique brute pour ces pays représente respectivement 123% et 140% du PIB ! (1) Le phénomène a pris une telle ampleur, qu'il est devenu un des principaux agents de la déstabilisation de l'appareil financier. Mais à cela, comme nous l'avons évoqué à propos de l'Allemagne, il faut désormais ajouter les pressions impérialistes, qui viennent aggraver le chacun pour soi, les tensions vives entre les principales puissances de la planète.

La faillite irréversible du capitalisme agonisant

La bourgeoisie cherche pourtant des remèdes, mais se heurte à ses propres contradictions. Actuellement, des sommes colossales sont injectées pour le service de la dette. La bourgeoisie ne fait ainsi qu'accompagner l'effondrement et la faillite, pour tenter d'atténuer les expressions les plus brutales de la crise, sans réellement y parvenir.

En fait, l'overdose de crédit, qui entraîne la hausse des taux d'intérêts, vient considérablement réduire les marges de manoeuvres des différents Etats obligés de dépenser un minimum pour un coût de revient maximum. Les entreprises elles-mêmes, sont contraintes de renflouer leurs caisses et ne peuvent investir dans la production. Pour cette raison, la bourgeoisie cherche des gains à court terme et se lance dans une spéculation effrénée. C'est cette fièvre à crédit qui contribue en partie à provoquer de brutales secousses boursières. Et il est clair que la concentration de capital bancaire (2) ne va qu'aggraver cette tendance, en volatilisant, en stérilisant des masses colossales de capitaux, et en cherchant à torpiller les rivaux.

Les conséquences de cet engrenage infernal sur l'économie réelle en sont désastreuses.

L'environnement international ressemble de plus en plus à une immense jungle où les grandes puissances, tels des fauves sanguinaires, s'entre-déchirent dans une guerre commerciale et monétaire

qui ne cesse de s'amplifier. Entre le Japon, les Etats-Unis et les pays Européens, la lutte fait rage. Le dossier de l'automobile, à cet égard, illustre parfaitement ces empoignades.

Mais le plus catastrophique, dans cette guerre sordide, c'est le sort réservé aux exploités. Les cadences infernales ne pourront que s'accompagner d'attaques qui vont saigner à blanc et jeter des familles ouvrières à la rue. Les plans d'austérité draconiens se durcissent déjà. Les Etats vont parallèlement devoir exercer une pression fiscale toujours plus forte pour des recettes et des dépenses (notamment sur le plan social) qui seront ridicules. La seule perspective que puisse offrir à la classe ouvrière ce système barbare en pleine faillite : c'est la folie guerrière et la paupérisation absolue !

W (11 octobre)

(1) La Tribune du 22 septembre.

(2) Cf. la fusion de la Chase Manhattan et de la Chemical Bank aux Etats-Unis et face à cela la fusion de grandes banques Britanniques avec d'autres banques européennes.

UNION EUROPEENNE MONETAIRE

L'Allemagne défend ses intérêts impérialistes

Conformément à son rang de grande puissance, et malgré ses difficultés, l'Allemagne affiche de plus en plus clairement ses prétentions économiques et impérialistes. Il n'est donc pas surprenant qu'au dernier sommet de Majorque elle ait cherché à profiter des problèmes que pouvaient rencontrer ses principaux grands rivaux, les Etats-Unis (qui ont vu leur monnaie chuter de façon brutale), et le Japon (qui ne parvient pas à relancer son économie). Un message musclé leur a été adressé, montrant plus largement à la " communauté internationale ", une volonté d'affirmer l'existence d'une zone Mark, d'une économie et d'une monnaie avec laquelle il faut compter.

Le Mark est en effet une monnaie forte, qui concurrence directement un dollar affaibli. De plus, la monnaie allemande est très largement implantée en Europe du Nord et tend à progresser en Europe Centrale. Depuis l'effondrement du bloc de l'Est, le Mark s'est fortement implanté dans les pays comme la Pologne, la République tchèque et la Hongrie (pour ne prendre que les exemples les plus significatifs). L'existence d'une zone Mark est donc un fait établi, qu'il s'agit pour l'Allemagne d'étendre.

De fait, la conception de ce pays en matière de construction européenne (en particulier de l'Union Européenne Monétaire) se confond

naturellement avec ses propres intérêts : " *Les Allemands n'ont accepté la monnaie unique qu'à leurs conditions : la devise européenne devra être aussi forte que la leur, sinon plus ; la future banque centrale européenne poursuivra les mêmes objectifs que la Bundesbank.* " (1) En réalité, la bourgeoisie allemande cherche plus à défendre le Mark qu'à le diluer dans " l'Union Monétaire ". Et dans le cas hypothétique d'une dissolution, l'Allemagne ne pourra que concevoir un pôle où elle joue un rôle pilote, notamment vis-à-vis de la France, qu'elle cherche à arrimer par des pressions diverses à un " noyau dur ".

Avec sa puissance économique, l'Allemagne entend donc affirmer son leadership sur l'Europe, au détriment de la France qui, en face, cherche à faire valoir la carte de sa puissance militaire. Ainsi, les déclarations de Théo Waigel (ministre de l'Economie), rejetant la participation de la Lire au groupe de pays susceptibles de démarrer la future monnaie européenne, n'ont en réalité visé qu'à détacher la France de ses « partenaires » privilégiés du sud de l'Europe. Toute la bourgeoisie allemande s'accorde sur cet objectif de dimension impérialiste, et se partage le travail pour tenter de le faire passer auprès de voisins, pour le moins, récalcitrants. Il apparaît clairement que, par sa

place centrale en Europe et sa puissance économique, l'Allemagne ne peut masquer ses volontés expansionnistes et sa tentative de s'afficher comme future tête d'un bloc impérialiste face aux Etats-Unis. On constate d'ailleurs qu'elle n'hésite plus à piétiner le pré-carré américain, en poursuivant par exemple son offensive sur les marchés du Mercosur (sorte de marché commun de l'Amérique latine, dominé par la bourgeoisie américaine). La France, qui ne peut supporter l'idée de n'être qu'un simple lieutenant de l'Allemagne et qui revendique une position de « co-leader », a aussitôt répliqué en affirmant qu'il n'était " *pas question de rouvrir le débat monétaire* ". Cette dernière a d'ailleurs pris l'initiative de négocier avec les pays exclus de la monnaie unique. Plus largement, c'est surtout sur le terrain militaire, notamment en ex-Yougoslavie, qu'elle cherche à contrer directement son puissant voisin, afin de l'empêcher d'accéder à la zone stratégique qu'est la Méditerranée. Mais en même temps, prise dans ses contradictions, la France sait qu'elle ne peut jouer un rôle économique " sérieux " qu'en acceptant d'être à la botte de l'Allemagne. Elle ne peut donc qu'afficher ses propres atouts militaires. Il est d'ailleurs significatif, que, petit à petit, la France se rapproche fortement du point de vue de la Grande-Bretagne, y com-

pris sur le dossier de la monnaie européenne.

Ainsi, les antagonismes économiques et les tensions impérialistes entre les grandes puissances, qui tendent à se superposer, ne peuvent que réduire à néant l'idée de « construction européenne ». Traversée par des rivalités qui ne cessent de s'exacerber, l'Europe est prise dans le tourbillon de forces centrifuges qui empêchent la constitution d'un bloc militaire. Sur le plan économique, il en va de même. Deux pays seulement répondent aux critères de Maastricht : l'Allemagne et le Luxembourg.

Et vu l'ampleur des déficits et des difficultés économiques liées au crédit, chacun sait que la monnaie unique définie par ces critères est un mythe. Toutes les exactions et les pires attaques contre les prolétaires trouvent d'ailleurs une justification économique toute faite : au nom de l'Europe.

Cette situation chaotique, qui se développe autour du mythe de l'Europe, autour duquel on fait miroiter un mieux être possible (auquel personne ne croit) ne fait que révéler un peu plus le développement du chacun pour soi, la faillite d'un système économique agonisant.

W (12 octobre)

(1) Le Monde du 1-10-95

EX-YOUGOSLAVIE, MOYEN-ORIENT

Le mensonge de la paix

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

L'offensive américaine
au Moyen-Orient...

Au Moyen-Orient, où elle est en «pays conquis», sur «son» terrain, derrière la relance du processus d'autonomie de la bande de Gaza et de Jéricho, il s'agit pour la bourgeoisie américaine de recréer le «climat» de septembre 1993. Lors de la poignée de mains «historique» Arafat-Rabin, l'Amérique avait étalé sa toute puissance à bon compte, car Israël et Arafat, qui joue tout simplement sa peau, ne peuvent se permettre de lui refuser quoi que ce soit. Non seulement elle avait «réconcilié» ces deux frères ennemis, mais c'est avec la plus grande ostentation qu'elle avait évincé totalement ses rivaux européens des négociations et du processus de «paix». Ces derniers étant pris dans le borborygme bosniaque, il s'agissait pour la Maison Blanche d'en montrer davantage encore l'impuissance.

Car c'est à ces pays et à ses renouillages en direction de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran, que s'adressait surtout le double message : «Le Moyen-Orient, c'est chez nous, pas touche ! Et nous y sommes les plus forts.»

Aujourd'hui, et contrairement à 1993, l'Union européenne a été présente à Washington, par l'invitation de son président, Felipe Gonzales. Néanmoins, et malgré les magouilles persistantes de certaines puissances européennes en direction de Yasser Arafat, de la Syrie, de l'Irak ou même de l'Iran pour déstabiliser la domination américaine, l'idée qui ressort c'est que, plus encore qu'en 1993, c'est la bourgeoisie américaine qui mène la barque, et qui impose sa loi : le minable strapontin sur lequel elles sont assises, à l'ombre et sous la férule du big boss, leur vaut de supporter le plus gros de l'effort financier. Et avec l'instauration d'élections dans les territoires occupés prévues pour mai 1997, l'administration Clinton se paie encore le luxe de se poser en champion de la «démocratie».

et dans l'ex-Yougoslavie...

Mais c'est la pression spectaculaire que mettent les Etats-Unis en Bosnie qui exprime le mieux leur volonté de faire rentrer dans le rang les bourgeoisies des pays européens, de réaffirmer leur leadership contesté en premier lieu par le couple franco-anglais, tout en montrant l'incapacité de ces derniers à mettre en place une quelconque voie «pacifique» et «démocratique». C'était le but du piège mis en place par Washington puis des frappes de l'OTAN du mois de septembre (voir «RI» n° 249).

Cette opération est jusqu'à présent un véritable «succès» et une

véritable exhibition de la puissance américaine :

-qui impose la perspective d'un «cessez-le-feu» à tous les belligérants locaux Croates, Bosniaques et Serbes;

-qui leur impose de s'asseoir à une même table pour signer des accords de paix à New-York ;

-qui fait signer aux gouvernements Croates et Serbes un «compromis» sur la gestion de la Slavonie orientale, avec en perspective la restitution de cette région à la Croatie ;

-qui se fait le médiateur des relations entre la Macédoine et la Grèce, dont il calme les tensions ;

-qui a fait pression pour remplacer à la tête de l'ONU l'«homme de l'Europe», Yasushi Akashi, pour le remplacer par Kafi Annan, ghanéen proche des positions américaines, salué à grand bruit par Washington ;

-qui se pose là encore en grand défenseur de la «démocratie», avec le projet de création d'un Etat croato-bosno-serbe, dirigé par un gouvernement, «élu» par toutes les parties.

Ainsi, après les difficultés qu'elle manifestait il y a encore quelques mois, la bourgeoisie américaine a pris la maîtrise du jeu diplomatique, sur tous les fronts. Par la rapidité et l'efficacité dont elle vient de faire preuve, elle est parvenue à faire oublier ses difficultés passées à s'imposer en Yougoslavie et à faire ressortir l'impuissance générale de ses rivaux européens qui, en quatre ans n'ont fait que s'enfermer dans une situation toujours plus problématique. Deux mois après son offensive, la puissance américaine a déjà en mains des clés fondamentales.

...attise la lutte à mort
entre les grandes
puissances

Si les Etats-Unis sont les maîtres actuels du jeu diplomatique, c'est aussi au niveau militaire qu'ils sont bien décidés à ne plus laisser les bourgeoisies européennes faire leur petite popote. Sous prétexte de faire respecter les accords de paix, la création de l'Implement Force (IFOR), pure production américaine, marque clairement cette volonté de s'engager sur le terrain, rompant avec leur attitude précédente consistant à rester «à l'extérieur». Composée sur 50 000 hommes pour la moitié de «GI's», cette force est tout d'abord une concurrente quasi-directe de la FRR franco-britannique. Mais, de surcroît, à travers elle, la bourgeoisie américaine vise, en la plaçant sous le «commandement et le contrôle unique» de l'OTAN, c'est-à-dire de Washington, à mettre sur la touche l'ONU, qui se contenterait ici d'«entériner sa légitimité». D'ailleurs, avec ou sans l'accord de l'ONU, avec ou sans l'accord du «Groupe de Contact», donc des bourgeoisies européennes, la Maison Blanche est bien décidée à y

aller. La menace est à peine voilée : «Que vous nous suiviez ou non, on y va ; mais si vous vous y opposez, nous nous opposerons directement à vous ».

Devant cette détermination américaine, et du fait du rapport de force en leur défaveur, les impérialismes européens ne peuvent s'opposer ouvertement à la constitution de cette force, comme à la dynamique générale que leur imposent les Etats-Unis. Cependant, on les voit, et parmi eux la France au premier plan, chercher à résister à la poussée américaine, par tous les moyens dont ils disposent. C'est d'abord l'Union Européenne qui répond au desiderata américain de placer l'IFOR sous commandement de l'OTAN en réclamant que ce soit un «haut-représentant de l'ONU qui supervise la force multinationale», ce qui reviendrait en fait à mettre cette force sous contrôle de l'ONU. Jusqu'au pape Jean-Paul II qui estime que l'ONU doit diriger cette IFOR. La même Union Européenne s'oppose également au projet américain d'«armer et organiser l'armée bosniaque» dès la signature du «plan de paix».

Et c'est avec toute la mesquinerie d'une puissance de deuxième ordre que l'impérialisme français manifeste son opposition à la marche forcée américaine : en menaçant de réduire sa présence dans la Forpronu (qui est de toute façon vouée à partir), ou bien en tentant de s'attribuer tout le mérite du plan de paix en montrant du doigt les «vilains Américains», comme De Charette qui saluait «l'importance du plan de paix», soulignant que «ce processus avait été longtemps bloqué» à cause de l'«attitude de freinage» de Washington ! Paris déclare encore profitant du refus américain de «mélanger» les unités russes à l'OTAN, vouloir associer ses troupes aux troupes russes, histoire de mettre la zizanie dans les relations américano-russe, et se démarquer encore mieux de l'OTAN.

Mais c'est de façon plus grave que les bourgeoisies européennes ont décidé de se jeter dans la bagarre anti-américaine. En effet, la décision de faire entrer le «pilier militaire européen», c'est-à-dire la brigade franco-allemande de 5000 hommes, noyau de l'Eurocorps, définitivement opérationnelle fin 1995 pour des missions en Europe, est lourde de signification. Et c'est

aussi la décision d'accélérer la mise sur pied de l'Eurofor (France, Espagne, Italie), forte de 10 000 hommes, pendant «méditerranéen» de l'Eurocorps, ainsi que sa section maritime, l'Euromarfor. Là encore, l'objectif est clairement défini : puisque la bourgeoisie américaine va s'installer, ses rivaux européens sont bien décidés à renforcer leur présence, non plus derrière l'ONU, mais de plus en plus pour leur propre compte.

Aussi, en guise de «paix», ce qu'on peut voir, c'est, après l'arrivée de la FRR, avec la création de l'IFOR et l'arrivée des soldats américains, une accumulation grandissante de puissants moyens guerriers, une présence grandissante, sur place, de toutes les puissances impérialistes qui se déchirent depuis quatre ans autour de l'ex-Yougoslavie. Jusqu'à présent, ce sont les petits assassins locaux qui oeuvraient pour le compte de l'une ou l'autre, parfois de plusieurs à la fois. Maintenant, ils vont tous être là, à la curée, aiguillant et accentuant les tensions guerrières, alimentant plus que jamais la guerre, la mort, les destructions, poussant toujours plus vers un embrasement général de la région des Balkans.

KW (20 octobre)

DENARD AUX COMORES

Un pantin au service
de l'impérialisme français

Le jeudi 28 septembre, le célèbre mercenaire Bob Denard provoquait un coup d'Etat aux Comores, renversant le président Djohar. Tout de suite, le gouvernement français et ses médias ont dénoncé ce «putsch inadmissible», oeuvre prétendument personnelle de cet aventurier à la retraite, sous contrôle judiciaire, qui «s'ennuyait» dans l'inaction, «nostalgique de cet archipel où il fut le roi pendant dix ans». On eut même droit à des interviews de ses ex-femmes pour tenter d'«expliquer» le geste de ce «baroudeur» rangé des voitures. Le lendemain du coup d'Etat, l'armée française était dans les îles, et quelques jours plus tard, Denard était arrêté, après trois coups de pétard, puis tout rentrait dans l'ordre. Cependant, le président Djohar, lui, disparaissait complètement de la circulation. Bien sûr. Parce que c'était là l'objectif de ce minable scénario même pas digne du pire épisode de «Mission impossible» : virer Djohar, sans en avoir l'air, et justifier l'envoi de troupes.

Il est manifeste que ce tueur à gages, qui a déjà renversé deux présidents comoriens pour le compte de l'impérialisme français, en 1975, puis en 1978, et dont le prix de sa récompense avait été justement de jouer à loisir les tyrans à Moroni, n'a pas agi simplement pour «libérer des amis». Curieux hasard, la

veille du coup de force, les habitants de l'île ont observé des vols suspects d'avions militaires français, dont un Transall, appareils qui ont effectué des largages de matériel, bien évidemment en vue de préparer le putsch. Car, jusqu'à preuve du contraire, on ne déroge pas un Transall comme on pique une mobylette. C'est donc l'Etat français qui a organisé ce renversement du président Djohar, pourtant lui-même mis en place quelques années plus tôt par la cellule africaine de l'Elysée. Seulement voilà, depuis lors, ce potentat s'est complètement discrédité, pillant littéralement le budget de l'Etat. Dans ces conditions, le maintien de l'influence et de la crédibilité françaises dans le secteur ne pouvait passer que par l'éviction de celui-ci.

C'est ce qu'ont fait Denard et ses hommes de main qui ont libéré le capitaine Combo, «vieil ami» de Denard impliqué dans l'assassinat de l'ancien président Abdallah en 1989, et l'ont provisoirement installé à la tête d'un comité national exécutif fantôme. C'était le premier acte. Le second a été l'apparente dénonciation par l'Etat français de ce forfait antidémocratique et l'envoi par conséquent de forces spéciales, le 4 octobre, qui ont finalement obtenu la «reddition» de Denard. Ouf, le droit est sauf ! La France vient de mettre en piste pour la prochaine élection présidentielle,

le Premier ministre Caabi el-Yachrou, celui qui a «demandé» l'intervention française, et l'opposant francophile Abbas Djoussouf.

Ainsi, la bourgeoisie française confirme qu'elle est prête à défendre bec et ongles ses intérêts impérialistes, et tout particulièrement en Afrique. Le canal du Mozambique que verrouille l'archipel des Comores n'a certes pas l'importance stratégique des Balkans, mais il n'est quand même pas à négliger.

En fait, plus généralement, et c'est à ce titre que l'intervention aux Comores est significative, la bourgeoisie française, qui veut continuer à «jouer dans la cour des grands» sur le plan des rivalités impérialistes, fera tout ce qui lui est possible pour continuer à maintenir son influence dans sa traditionnelle chasse gardée africaine. Par exemple, ce n'est nullement un hasard si, au moment même où le Premier ministre comorien appelait soi-disant la France à la rescousse, le ministre de la Coopération, Godfrain, se trouvait à Bamako, en pleine conférence des ministres de pays francophones sur le franc CFA ! La ficelle est énorme, mais le message est clair. Il y va des intérêts vitaux de l'impérialisme français, mais aussi de son statut de grande puissance.

Arkadi 18.10.95

Le "Communist Bulletin Group" fait le travail de la bourgeoisie

Nous publions ci-dessous la seconde partie de notre article de dénonciation des dangers du parasitisme politique et de ses effets destructeurs sur les groupes révolutionnaires. La première partie de notre dénonciation, publiée dans le n° 249 de Révolution Internationale, mettait en évidence la nature parasitaire des attaques du CBG contre les articles parus dans la presse du CCI, articles qui informaient le milieu révolutionnaire et la classe ouvrière de la lutte politique qui avait lieu dans notre organisation pour l'établissement d'un fonctionnement marxiste réel à tous les niveaux de notre vie organisationnelle. Au centre de ce combat du CCI se situe ce que Lénine appelait «l'esprit de cercle». Au coeur de l'article du CBG commentant à sa manière nos articles, il y a le message suivant : les

Nous pouvons en tirer les leçons suivantes :

- Bien qu'ils n'aient pas de positions politiques particulières les distinguant des autres, fondamentalement la même clique est entrée et a quitté à la fois la CWO et le CCI, avant de former le CBG. Cela révèle le refus et l'incapacité de ces gens de s'intégrer dans le mouvement ouvrier, de soumettre leur identité de petit groupe à quelque chose de plus grand qu'eux.

- Bien qu'il proclament avoir été exclus du CCI, ou qu'ils ne pouvaient pas y rester à cause de « l'impossibilité de débattre », en réalité ces gens ont fui le débat politique qui se tenait dans l'organisation. Au nom du « combat contre le sectarisme » ils ont tourné le dos aux deux organisations communistes les plus importantes existant en Grande-Bretagne, la CWO et le CCI, malgré l'absence de toute divergence politique majeure. C'est la façon dont ils « combattent le sectarisme ».

Le milieu politique ne devrait pas se laisser tromper par les phrases vides sur le « monolithisme » et la prétendue « peur du débat » du CCI. Le CCI se situe dans la tradition de la Gauche Italienne et de Bilan, courant qui, pendant la guerre d'Espagne a même refusé d'exclure ou de rompre avec sa minorité qui appelait ouvertement à la participation à la guerre impérialiste dans les milices républicaines. (1) parce que la clarification politique doit toujours précéder toute séparation politique.

- Ce que le CBG reprochait au CCI, c'était sa méthode prolétarienne rigoureuse dans le débat, par la polémique et la polarisation, où « on appelle un chat un chat » et où les positions petites-bourgeoises ou opportunistes sont appelées par leur nom. Une atmosphère difficilement acceptable pour les cercles et les clans, avec leur double langage et leur fausse diplomatie, leurs fidélités et leurs trahisons personnelles. Et qui, certainement, ne plaisait pas aux « copains », aux lâches petits-bourgeois qui ont fui la confrontation politique et se sont retirés de la vie de la classe.

- Plus grave encore, et pour la deuxième fois, le CBG a participé au vol de matériel de l'organisation en la quittant. Ils l'ont justifié avec la vision du parti marxiste comme étant une société par action : quiconque investit son temps dans le CCI a le droit de prendre sa part des ressources quand il le quitte. Qui plus est, ils se sont permis de déterminer quelle « part » leur revenait. Il devrait aller sans dire que si de telles méthodes devaient être tolérées, cela signifierait la fin de toute possibilité d'existence pour les organisations marxistes. Les principes révolutionnaires sont là remplacés par la loi de la jungle bourgeoise.

- Quand le CCI vint récupérer le matériel volé à l'organisation ces courageux « révolutionnaires » nous menacèrent d'appeler la police.

- Les membres du futur CBG étaient les principaux collaborateurs de l'agent provocateur Chénier au sein de l'orga-

nisation, et ses principaux défenseurs après son exclusion. C'est ce qui est derrière les allusions à la soi-disant attitude du CCI d'étiqueter ses « dissidents » comme agents de la police. Le CCI est, selon les mensonges du CBG, supposé avoir dénoncé Chénier parce qu'il était en désaccord avec la majorité du CCI sur l'analyse des élections françaises de 1981. Une telle accusation à l'aveuglette est tout autant un crime contre les organisations révolutionnaires que d'envoyer la police contre elles. Dans une telle situation, les révolutionnaires qui sont en désaccord avec un jugement de l'organisation et en particulier le militant accusé lui-même, n'ont pas seulement le droit mais le devoir de faire objection à cela s'ils le jugent nécessaire ou illégal, et même de demander qu'un tribunal d'honneur, avec la participation d'autres groupes révolutionnaires, reconsidère une telle accusation. Dans le mouvement ouvrier du passé il aurait été impensable de suggérer qu'une organisation ouvrière soulève de telles accusations contre un individu pour tout autre motif que sa défense contre l'Etat. De telles accusations ne peuvent que détruire la confiance dans l'organisation et ses organes centraux, une confiance indispensable pour la défense contre les infiltrations de l'Etat.

Une haine aveugle et impuissante

C'est cette résistance jusqu'au bout des éléments anarchistes petits-bourgeois et déclassés contre leur intégration et leur subordination à la grande mission historique et mondiale du prolétariat, bien qu'il y ait de la sympathie pour certaines de ses positions politiques, qui conduit au parasitisme, à la haine ouverte et au sabotage politique du mouvement marxiste.

La réalité sordide et corrosive du CBG lui-même montre le mensonge de ses déclarations selon lesquelles il a quitté le CCI « afin de pouvoir discuter ». Là encore, nous laisserons les parasites parler d'eux-mêmes. D'abord leur abandon de toute fidélité au prolétariat commence à être théorisée ouvertement. « Une vision très sombre de la nature de la période a commencé à s'exprimer », nous disent-ils ; « des éléments au sein du CBG se demandent si la classe pourra maintenant émerger APRES TOUT ? ».

En face du « difficile débat » voilà comment le CBG, ce géant « anti-monolithique », se « débrouille » avec les « divergences ».

« Nous étions mal armés pour affronter ces questions. Il y avait un silence plus ou moins assourdissant en réponse ... le débat ne tournait pas vraiment en eau de boudin parce qu'il restait largement ignoré. C'était profondément malsain pour l'organisation. Le CBG se flattait d'être ouvert à toute discussion au sein du mouvement révolutionnaire, mais là c'était un de ses propres débats, sur un sujet au coeur même de son existence, qui lui bouchait les oreilles et lui fermait la bouche. »

organisations révolutionnaires sont comme la mafia, les «luttons de pouvoir» y ont lieu exactement comme dans la bourgeoisie. Nous rappelons dans cette première partie de l'article l'origine des éléments qui ont constitué le CBG après avoir quitté le CCI, en même temps qu'une grande partie de ses militants en Grande-Bretagne, suite au trouble provoqué dans les rangs de l'organisation par les agissements d'un agent de l'Etat, Chénier, infiltré en son sein. Cette seconde partie de l'article, qui commence par mettre à nu tous les éléments significatifs de cet épisode qui précéda la naissance du CBG, donne ensuite un cadre historique à la compréhension du phénomène du parasitisme politique et à la nécessaire mobilisation des organisations révolutionnaires contre celui-ci.

Il est donc tout-à-fait logique que, à la fin de sa croisade contre la conception marxiste de la rigueur organisationnelle et méthodologique comme préalable à tout réel débat, le CBG « découvre » que l'organisation elle-même bloque le débat :

« Afin de permettre au débat d'avoir lieu ... nous avons décidé de mettre fin à la vie du CBG. »

L'organisation comme entrave au débat ! Vive l'anarchisme ! Vive le liquidationnisme organisationnel ! Imaginez la gratitude de la classe dominante face à la propagation de tels « principes » au nom du « marxisme » !

Le parasitisme fer de lance contre les forces prolétariennes

Bien que la domination de classe de la bourgeoisie ne soit, pour le moment, certainement pas menacée, les aspects essentiels de la situation mondiale actuelle l'obligent à être particulièrement vigilante dans la défense de ses intérêts. L'approfondissement inexorable de sa crise économique, le développement des tensions impérialistes et la résistance d'une génération d'ouvriers qui n'a pas encore subi de défaite décisive contiennent la perspective d'une déstabilisation dramatique de la société bourgeoise. Tout cela impose à la bourgeoisie la tâche historique et mondiale de détruire l'avant-garde marxiste

révolutionnaire du prolétariat. Aussi insignifiant qu'apparaisse le camp marxiste aujourd'hui, la classe dominante est déjà obligée d'essayer sérieusement d'y semer la confusion et de l'affaiblir.

A l'époque de la 1re Internationale, la bourgeoisie se chargea elle-même de la tâche de dénigrer publiquement l'organisation des révolutionnaires. Toute la presse de la bourgeoisie calomniait l'Association Internationale des Travailleurs et son Conseil Général, opposant au prétendu « centralisme dictatorial » de Marx les charmes de son propre passé progressiste et révolutionnaire.

Aujourd'hui, au contraire, la bourgeoisie des puissances dominantes n'a pas intérêt à attirer l'attention sur les organisations révolutionnaires qui sont, pour le moment, si minoritaires que même leurs noms sont en général inconnus des ouvriers. De plus, une attaque directe de l'Etat contre eux, que ce soit par ses médias ou par ses organes de répression, pourrait provoquer un réflexe de solidarité au sein d'une minorité politiquement significative d'ouvriers à la conscience de classe plus élevée. Dans cette situation, la bourgeoisie préfère garder un profil bas et laisser le travail de dénigrement aux parasites politiques. Ces parasites, sans le vouloir ni même sans s'en rendre compte, sont intégrés dans la stratégie anti-prolétarienne de la classe dominante. La bourgeoisie sait très bien que

le meilleur moyen, en même temps que le plus efficace, pour détruire le camp révolutionnaire c'est de l'intérieur, en dénigrant, démoralisant et divisant celui-ci. Les parasites accomplissent cette tâche sans même qu'on leur ait demandé. En présentant les groupes marxistes comme stalinien, comme des sectes bourgeoises dominées par les luttes de pouvoir, à l'image de la bourgeoisie elle-même, comme historiquement insignifiants, ils soutiennent l'offensive du capital contre le prolétariat. En détruisant la réputation du milieu, le parasitisme ne contribue pas seulement aux attaques des forces prolétariennes d'aujourd'hui - il prépare le terrain pour la répression politique effective du camp marxiste dans l'avenir. Si la bourgeoisie reste à l'arrière-plan aujourd'hui afin de permettre au parasitisme de faire son sale boulot, c'est avec l'intention de sortir de l'ombre demain pour décapiter l'avant-garde révolutionnaire.

L'incapacité de la plupart des groupes révolutionnaires de reconnaître le caractère réel des groupes parasites est l'une des plus grandes faiblesses du milieu aujourd'hui. Le CCI est déterminé à assumer ses responsabilités en combattant cette faiblesse. Il est grand temps pour les groupes sérieux du milieu politique prolétarien, pour le milieu comme un tout, d'organiser sa propre défense contre les éléments les plus pourris de la petite-bourgeoisie revancharde. Au lieu de flirter avec de tels groupes de façon opportuniste, il est de la responsabilité du milieu de mener une lutte sans merci et implacable contre le parasitisme politique. La formation du futur parti de classe, le succès de la lutte libératrice du prolétariat, dépendront à un degré non négligeable de notre capacité à mener ce combat à bonne fin.

KR.

(1) Voir «La Gauche communiste d'Italie.»

Mort du trotskiste Mandel

(SUITE DE LA PAGE 8)

de transition de 1938 : "...Mais tous les pays du monde ne sont pas impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. (...) Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs..." Ainsi, les épigones de Trotski renient au prolétariat toute position de classe dans une guerre impérialiste, il devrait au contraire apporter son soutien aux formations les plus faibles, les plus arriérées, à la bourgeoisie "opprimée", au moins mal. L'analyse de R. Luxembourg mettait déjà clairement en avant que, dans la période de décadence historique du capitalisme, les soi-disant guerres de libération nationale ne pouvaient être qu'un mythe, qu'elles étaient devenues des moments de la confrontation entre les puissances impérialistes et que tous les pays sont impérialistes (voir notre brochure Nation ou Classe). Mandel et les trotskistes jouent depuis 50 ans leur rôle criminel. De la Corée à l'Algérie et au Vietnam dans les années 50, aux guérillas des années 60 et 70 (où Mandel est conseiller personnel de Che Guevara et où Pablo se voit attribuer un poste de ministre en Algérie), en passant par la défense des sandinistes au Nicaragua dans les années 80, et jusqu'à la guerre du Golfe et la guerre en Bosnie aujourd'hui. Les ouvriers d'Irak auraient dû être menés au front, le fusil dans le dos, au nom de la lutte contre le "super-impérialisme améri-

cain", et en ex-Yougoslavie, nos pourvoyeurs de chair à canon appellent, depuis le début, le prolétariat à soutenir le camp bosniaque musulman, n'hésitant pas à dire "si nous pouvions, nous devrions envoyer des Brigades Internationales" (Rouge du 7.1.93). Ils contribuent ainsi, en tant que fraction bourgeoise, aux campagnes bellicistes destinées à dévoyer le prolétariat des pays centraux du capitalisme de son terrain de classe et à se ranger derrière sa bourgeoisie nationale. Ils empêchent la classe ouvrière de prendre conscience que ce n'est qu'en renversant le capitalisme qu'elle mettra fin à la guerre

La fin du bloc de l'Est, pas du trotskisme

Et lorsque le bloc de l'Est s'effondre, cela n'empêche pas la IV^{ème} de Mandel de continuer à répandre ses mensonges sous le mot d'ordre : "soutenez la lutte anti-bureaucratique et anti-restauracionniste". La langue fourchue avec laquelle ils parlent, renforcée par de pseudo-divisions dans leurs rangs (dont tous les protagonistes appartiennent au camp contre-révolutionnaire), ne sert qu'à continuer à lier les ouvriers à telle ou telle clique impérialiste. Ainsi, le 12.12.89, lors d'une réunion publique, Mandel prétend : "Il est normal, sain, positif et cela doit même être encouragé par les révolutionnaires que les gens, après 13 ans de fascisme et 40 ans de stalinisme, aspirent à voter : les

leçons de 1918 à propos du parlementarisme ne sont plus valables. La période a changé". Le même Mandel déclare "Ce sont évidemment les masses qui ont chassé les dictatures à l'Est, mais (...) elles étaient d'accord que la dictature soit remplacée par un gouvernement ou un Etat qui se revendique ouvertement du retour du capitalisme. (...) Nous ne sommes pas neutres, nous sommes contre le retour des privatisations (...) et le retour du capitalisme, s'il réussit, ce dont je doute beaucoup, signifierait pour les masses ces citoyens ex-soviétiques un terrible retour en arrière social et économique. Les masses en ex-Union soviétique doivent se défendre sur deux fronts en même temps : contre les privatisations et pour les libertés démocratiques." (Mandel au cours du débat sur le projet socialiste, brochure SZG 4.2.92, pp 14-15). Mandel montre ici comment le trotskisme contribue à faire passer les deux plus énormes mensonges déployés dans ce siècle par la classe dominante, à savoir d'une part l'identification entre le régime capitaliste monstrueux que constitue le stalinisme et le communisme, et d'autre part la "défense de la démocratie" pour mobiliser la classe ouvrière sur le terrain de la bourgeoisie.

LAC

(tiré d'Internationalisme, organe du CCI en Belgique, n° 211)

AVIS AUX LECTEURS

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour nos changements d'adresse successifs. Suite à des questions techniques, nous ne possédons pas encore de boîte postale définitive.

Tout le courrier envoyé au cours du mois de juillet et d'août risque d'avoir été perdu, il faut donc nous réexpédier un double à l'adresse suivante :

Révolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.

Nous indiquerons très bientôt notre adresse définitive. C'est pourquoi, nous demandons aux lecteurs d'être attentifs aux indications que nous fournirons dans nos prochains numéros du journal.

Il en est de même pour le libellé du C.C.P. et pour l'instant nous demandons d'envoyer les chèques rédigés avec la seule mention : à l'ordre de Didier Van Celst.

Lisez la Revue Internationale Vient de paraître

Courant Communiste International
Revue
Internationale / 83
4ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Ex-Yougoslavie
UN NOUVEAU CRAN DANS L'ESCALADE
GUERRIERE
50 ans après
HIROSHIMA, NAGASAKI
OU LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE
Friedrich Engels
IL Y A CENT ANS DISPARAISAIT
UN GRAND "FORGERON DU SOCIALISME"
Révolution allemande, III
L'INSURRECTION PRÉMATURÉE
Réponse au BIPR, II
LES THÉORIES SUR LA CRISE HISTORIQUE
DU CAPITALISME
Parasitisme politique
LE "CBG" FAIT LE TRAVAIL DE LA BOURGEOISIE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300 ;
Toulouse : Réunion publique du 22 septembre : Dan: 300 ; Mi. : 100 ; Da : 100 ; J. : 100 ; Pa. : 25.

Total : 925

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beuhamaïs 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

La bourgeoisie cogne, les syndicats sabotent la riposte ouvrière

LILLE

Permanence le samedi 18 novembre 1995 à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine

LYON

Réunion publique le samedi 25 novembre à 15h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 4 novembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.
Permanence le mardi 28 novembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).
Vente de la presse les samedis 18 novembre et 9 décembre de 11h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 18 novembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 3 novembre et 1^{er} décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse tous les deuxièmes mardis du mois, à la station du tramway, place du commerce, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 25 novembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.
Permanence le samedi 11 novembre de 18h à 20h, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 5 novembre et 17 décembre de 11 h à 12 h, au marché de Clos St Marc, La Fontaine.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 24 novembre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.
Permanence les vendredis 3

novembre, 17 novembre et 1^{er} décembre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 12 et 19 novembre, de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Sernin).

TOURS

Réunion publique le samedi 25 novembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Permanence le samedi 9 décembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encore sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^o La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LEHAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« FNAC » - Forum des Halles

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)

« La Brèche » - 9, rue de Tunis (20^e)

« Le Point du jour » - 88, rue Gay-Lussac (5^e)

« Actualités » - 38, rue Dauphine (6^e)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert

Nous ne déposons plus la presse à la Librairie "Parallèle" à Paris. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui s'y fournissaient jusque là et nous les encourageons à s'abonner directement auprès de la rédaction du journal.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles I - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8F/18F pour frais d'envoi)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de D. Van Celst à adresser pour le moment à l'adresse suivante :

Revolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.

Mort du trotskiste Mandel

Le prolétariat ne pleurera pas un défenseur du capital

Ernest Mandel, un des théoriciens les plus importants et dirigeant incontesté de la "IV^{ème} Internationale" trotskiste depuis 1946, est mort. Seule la bourgeoisie pleure aujourd'hui la perte d'un de ses plus fidèles serviteurs. En tant que théoricien du mouvement trotskiste, Mandel a utilisé toutes les erreurs de Trotski pour justifier la politique anti-ouvrière de la IV^{ème}. Jusqu'à sa mort en 1940, Trotski a appartenu au mouvement ouvrier. La "IV^{ème} Internationale", par contre, a constitué un courant au sein du mouvement ouvrier qui a définitivement basculé dans le camp de la bourgeoisie

Dans cet article, nous traiterons de la guerre impérialiste, pierre angulaire de la trahison historique du trotskisme et

question aujourd'hui d'une brûlante actualité pour la classe ouvrière

La différence entre Trotski et les trotskistes

L'erreur de Trotski a été de ne pas être capable de reconnaître à temps la défaite de la révolution prolétarienne mondiale commencée en 1917, ni en conséquence de la révolution en Russie, et n'a donc pas été non plus capable d'en faire le nécessaire bilan politique. Il ne comprenait pas, contrairement aux groupes qui se sont basés sur les analyses des Gauches italienne et allemande, que le fascisme, le New Deal, les "Fronts Populaires" et les guerres locales (guerre civile d'Espagne en 1936, guerre sino-japonaise en 1937, Abyssinie) n'étaient que des moments impitoyables de cette contre-révolution qui avait vu le jour sur les ruines de la vague révolutionnaire de 1917-23. Les forces de la bourgeoisie avaient les mains libres et menaient le prolétariat sur le terrain de la défense d'une fraction du capital contre une autre. Puisque, selon Trotski, le prolétariat n'était pas battu, mais seulement retardé par le débousolement provoqué par la trahison des sociaux-démocrates et des staliens, il suffisait d'avoir la volonté d'en prendre la direction politique. Et pour cela, tous les moyens étaient bons. C'est ainsi qu'il a voulu jeter un pont entre la classe ouvrière et l'action révolutionnaire grâce à son "programme de transition" (34-38), ce qui ne pouvait mener qu'à un renforcement des illusions démocratiques. La politique "en-triste" dans les partis sociaux-démocrates (34-36) a eu des conséquences

désastreuses et ne pouvait mener qu'au suicide politique et à attirer les aventuriers. Enfin, la fondation de la "IV^{ème} Internationale" en 1938 n'était qu'une coquille vide, totalement en porte-à-faux par rapport au mouvement réel et aux besoins de la classe ouvrière. Ainsi, Trotski a contribué au découragement et à la dispersion des rares forces révolutionnaires, et surtout, il a jeté les bases du développement de positions extrêmement opportunistes et aventurières. Assassiné le 20 août 1940 par les staliens, avant la généralisation de la guerre mondiale et surtout avant l'entrée en guerre de la Russie, la dernière position de Trotski sur la guerre impérialiste mondiale et sur la "défense de l'URSS" restait encore une question ouverte. La possibilité de revoir ses positions opportunistes et catastrophiques existait. C'est ainsi que, le 19 mai 1940, il écrivait encore, dans son manifeste à la conférence d'Alarne : "*ne pas soutenir une fraction du système impérialiste contre l'autre, mais en finir avec le système comme un tout*". C'est pour cette raison que différents groupes et éléments seront en mesure, en se basant sur la logique de ses dernières questions ouvertes, de rompre avec le trotskisme officiel de la "IV^{ème} Internationale". Ils adopteront une attitude authentiquement internationaliste par rapport à l'impérialisme de l'URSS et à la guerre mondiale dans son ensemble ⁽²⁾.

Les trotskistes appellent à participer à la guerre impérialiste

Mais les choses sont différentes avec l'épigone Mandel. Depuis ses premiers pas en politique, à la veille de la deuxième guerre mondiale, Mandel défendait les positions les plus bourgeoises de ce moment. Depuis l'invasion de la Pologne par Hitler le 1^{er} septembre 1939, il plaide pour un rôle actif des trotskistes dans la résistance anti-fasciste contre l'Allemagne. Après la mort de Trotski en août 1940, et après la déstabilisation de qui suit l'in-

vasion de la Russie le 22.6.1941, on voit les sociaux-patriotes tirer l'ensemble du mouvement trotskiste de l'autre côté du Rubicon. Le jeune Mandel devient en 1941 membre du comité central de la section belge avec Léon et Opta, autres éléments qui dépendent une politique social-patriote depuis 1939. Déjà en août 1941, on peut lire dans La voix de Lé-nine, organe de la section belge : "*Nous défendrons l'URSS par les seules méthodes efficaces, par les méthodes du*

prolétariat : par la grève, par le sabotage de la production de guerre et de toute la machine de guerre fasciste, par la préparation de la révolution. Transformer la guerre impérialiste en guerre civile" a dit Lé-nine. En attaquant l'Etat ouvrier, Hitler a semé le vent de la guerre civile. Il récoltera la tempête" (La Guépéou dans le mouvement trotskiste, G. Vereeken, p. 284). Cette position, qui était encore combattue par Trotski en 39, en revient à appeler, malgré la phraséologie ronflante, à la résistance contre l'agresseur fasciste. Du défaitisme révolutionnaire, aussi bien dans les pays impérialistes de l'Alliance que dans ceux de l'Axe, plus de trace. Le "Parti Communiste Révolutionnaire" de Mandel argumente son engagement dans la guerre impérialiste comme ceci : "soutien à la lutte progressiste pour la libération nationale contre l'occupant dominant" et "défense inconditionnelle de l'URSS". La défense de la démocratie bourgeoisie contre le fascisme était présentée comme le "moindre mal", et les trotskistes se liaient au camp allié dans la

Les trotskistes, alliés de l'impérialisme russe

En 1951, la "IV^{ème} Internationale" élargit officiellement son analyse mensongère de la nature socialiste de l'URSS aux pays occupés par l'impérialisme russe. Ceux-ci doivent être défendus au même titre. Egalement la Chine de Mao, vassal de Staline, la Yougoslavie de Tito, et plus tard Cuba. En effet, à la fin de la guerre, les trotskistes jettent par-dessus bord le point de vue de Trotski en 1940, selon lequel le stalinisme deviendrait une nouvelle classe sociale au cas où les ouvriers russes ne parviendraient

résistance, et constituaient un front commun avec leurs ennemis d'antan, les staliens. A partir de ce moment, ils étouffent toute expression ouvrière dans leurs rangs. Le passage à la clandestinité facilite leur manipulation. Ils font l'éloge de la bourgeoisie alliée. Après la guerre, Mandel est récompensé pour ses loyaux services par des décorations pour son rôle important dans la résistance. Avec ces autres "héros de la guerre", Frank et Pablo, il peut maintenant prendre part à la direction de la "IV^{ème} Internationale". En 1948, le premier congrès d'après-guerre entérine la politique bourgeoise de guerre menée par la "IV^{ème} Internationale" ⁽³⁾. Les trotskistes d'aujourd'hui sont muets sur leurs activités de résistance et sur leurs exactions commises pendant la deuxième guerre mondiale. Il le faut bien, s'ils veulent éviter que leurs discours ronflants sur l'"internationalisme prolétarien" et l'"anti-stalinisme" apparaissent pour ce qu'ils sont : des mensonges.

pas à le vaincre par leur résistance à la guerre. Cette position, si confuse soit-elle, empêchait la IV^{ème} de soutenir aveuglément la politique impérialiste de l'URSS. "*On peut dire qu'avec cela, on mettait fin - surtout implicitement - (...) à certaines positions dépassées concernant l'Union soviétique. Pendant un certain temps encore après la guerre, on a eu tendance à sous-estimer la force de l'Union soviétique par rapport à la pression des forces capitalistes à l'extérieur ; et en même temps, à sous-estimer les*

possibilités énormes de l'Union soviétique en tant qu'Etat non capitaliste, malgré sa déformation bureaucratique. Trotski avait encore vu le dilemme, ou bien rétablissement de la démocratie soviétique dans le cadre de la révolution mondiale montante, ou bien rétablissement de la propriété privée des moyens de production. Ceci s'aurait maintenant dépassé par tout ce développement." (Histoire de la quatrième Internationale, Pablo et Tichelman, p. 53, décisions du 5^{ème} congrès). La monstrueuse invention de la "défense inconditionnelle des Etats ouvriers" est une orientation politique qui allait mener au massacre de millions d'ouvriers sur les champs de bataille des confrontations impérialistes. Elle signifie, pour l'économiste Mandel et ses amis, que la classe ouvrière mondiale doit servir de chair à canon à la politique impérialiste de la Russie : "*Les travailleurs doivent effectivement défendre l'URSS contre toute tentative de l'impérialisme d'y rétablir le règne du capitalisme*" (E. Mandel, Introduction au marxisme, 1983). Nos petits Stalines disposent aussi d'autres armes secrètes pour jouer leur sale rôle : le mythe de la "lutte de libération nationale" et le "droit à l'autodétermination des peuples", deux énormités qu'ils ont déjà utilisées pendant la deuxième guerre mondiale pour masquer la nature des confrontations entre puissances impérialistes. Pour les trotskistes, seule la bourgeoisie des pays dominants serait impérialiste, et plus celle des autres pays. Mandel et ses émules sont passés maîtres dans l'art d'utiliser à leurs fins les erreurs de Trotski contenues dans le Programme

(SUITE PAGE 6)

NOTES

(1) Lire aussi sur le trotskisme notre recueil d'articles: Le Trotskisme contre la classe ouvrière.
(2) La veuve de Trotski (dont Mandel, malgré ses larmes de crocodile, avait dit qu'"il ne s'agissait pas de la défense de l'internationalisme mais de la déchéance intellectuelle d'une vieille dame"), l'UCI en Grèce avec Stinas (voir article dans la Revue Internationale 72), la section espagnole avec Munis et Peret, le RKD autrichien, le Spartacusbond aux Pays-Bas qui collaborait avec les restes de la gauche germano-hollandaise, et aussi divers éléments individuels, notamment en Belgique. Ces éléments dénonçaient fondamenta-

lement la trahison de la IV^{ème} et y reconnaissent son passage dans les rangs de la bourgeoisie.
Il en était tout autrement des différentes tendances centristes qui s'opposaient aussi à l'intérieur de la IV^{ème}, déjà depuis 1939, à sa position de défense de l'URSS en cas d'agression. Bien que formellement ils avaient pris leurs distances avec la IV^{ème} Internationale, ils ne considéraient pas la trahison de l'internationalisme prolétarien par les trotskistes officiels comme une ligne de rupture avec le camp de la classe ouvrière. Donc, ils ne trouvaient pas que c'était une raison pour rompre avec le "trotskisme". Ainsi, ces groupes ont finale-

ment été emportés dans la logique globale du trotskisme inféodé à la bourgeoisie (par exemple la tendance de Barta, ancêtre de Lutte Ouvrière, et la tendance de G. Vereeken).
(3) Les groupes et tendances trotskistes qui ont approuvé au congrès de 1948 le rôle fondamental du trotskisme pendant la guerre et n'ont pas pu rompre avec cette politique, et malgré qu'ils aient revu leur position sur la nature de classe de la Russie, comme les tendances autour de Tony Cliff et Johnson-Forest (Socialisme International), etc., n'appartiendront plus jamais au camp prolétarien. Ils sont donc restés dans le gauchisme, ou ont été absorbés par la social-démocratie.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués. élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni

d'« organiser la classe ouvrière » ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.